RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE L'ORNE
SCI/Section Environnement

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE relatif à un parc éolien situé sur le territoire de la commune de CHARENCEY concernant la SAS FUTURES ENERGIES PARC DU HAUT PERCHE

Par arrêté préfectoral, une enquête publique est prescrite **du lundi 11 avril 2022 à 14h00 au jeudi 28 avril 2022 à 12h00**, suite à l'arrêt n° 19NT01040 en date du 11 juin 2021 de la Cour Administrative d'Appel de Nantes demandant l'actualisation de la demande d'autorisation environnementale pour l'exploitation d'une installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent située sur la commune de CHARENCEY par la SAS FUTURES ENERGIES PARC DU HAUT PERCHE.

Le commissaire enquêteur est Mme Claudine OOSTERLINCK. En cas d'empêchement, un commissaire remplaçant pourra être nommé après interruption de l'enquête.

Pendant la durée de l'enquête, le dossier et les différentes informations relatives à l'enquête sont consultables :

- en mairies Charencey, Longny les Villages, L'Hôme-Chamondot, Tourouvre au Perche, Irai, Beaulieu, la Ventrouze dans le département de l'Orne, Armentières sur Avre, Chennebrun, Gournay le Guérin, Saint Christophe sur Avre, Saint Victor sur Avre dans le département de l'Eure, Boissy les Perche, Rohaire, La Chapelle-Fortin et La Ferté-Vidame dans le département de l'Eure et Loir, à leurs jours et heures d'ouverture respectives,
- sur le site internet des services de l'État dans l'Orne à l'adresse suivante : www.orne.gouv.fr (rubrique : politiques publiques – Environnement - protection de l'environnement) et, sur un poste informatique au point d'accès numérique de la cité administrative place Bonet – 61000 ALENÇON, aux jours et heures d'ouverture de la cité, et sur le site dédié : <https://www.registre-dematerialise.fr/2978>

Des informations peuvent également être demandées auprès de la SAS FUTURES ENERGIES PARC DU HAUT PERCHE et de l'Unité bi-départementale de l'Orne et de L'Eure de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Normandie. .

Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête, et pendant toute la durée de l'enquête, un avis au public sera affiché sur le site de l'exploitation et dans les communes sus-mentionnées.

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la Préfecture de l'Orne - service de la coordination interministérielle – section environnement – 39 rue Saint Blaise – 61018 ALENÇON Cedex – dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête.

Le public pourra consigner ses observations et propositions directement sur le registre enquête à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le commissaire d'enquêteur à la mairie de CHARENCEY, lieu de permanence, selon le calendrier suivant :

JOURS	HORAIRES
Lundi 11 avril 2022	de 14h00 à 17H00
Vendredi 15 avril 2022	de 14H00 à 17H00
Mercredi 20 avril 2022	de 9H00 à 12H00
Jeudi 28 avril 2022	de 9H00 à 12H00

Le public pourra également formuler ses observations pendant toute la durée de l'enquête :

- soit en les adressant à la mairie de CHARENCEY, siège de l'enquête, à l'attention du commissaire enquêteur, à l'adresse suivante ;
- soit en les signant directement sur le registre d'enquête déposé en mairie de CHARENCEY et mis à la disposition du public ;
- soit sur le site dédié : <https://www.registre-dematerialise.fr/2978>

Les observations formulées par voie postale sont annexées au registre d'enquête tenu à disposition à la mairie de CHARENCEY, siège de l'enquête.

Ces dernières seront consultables par le public dans les meilleurs délais sur le site internet www.orne.gouv.fr, sur support papier à la mairie de CHARENCEY, et sur le site dédié : <https://www.registre-dematerialise.fr/2978>

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public à la mairie de CHARENCEY siège de l'enquête, et sur le site internet des services de l'État dans l'Orne à l'adresse suivante www.orne.gouv.fr pendant une durée d'un an.

A l'issue de la procédure, Le Préfet de l'Orne rendra sa décision d'autorisation environnementale modificative